
Une arche inachevée. Un témoignage de Marc Quaghebeur sur l'institution littéraire belge depuis 1980

Marc Quaghebeur



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/textyles/2129>

DOI : 10.4000/textyles.2129

ISSN : 2295-2667

Éditeur

Le Cri

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1996

Pagination : 137-148

ISBN : 2-87277-012-7

ISSN : 0776-0116

Référence électronique

Marc Quaghebeur, « Une arche inachevée. Un témoignage de Marc Quaghebeur sur l'institution littéraire belge depuis 1980 », *Textyles* [En ligne], 13 | 1996, mis en ligne le 12 octobre 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/textyles/2129> ; DOI : 10.4000/textyles.2129

Un témoignage de Marc QUAGHEBEUR
sur l'institution littéraire belge depuis 1980 ¹

QUEL QUE SOIT LE JUGEMENT QUE L'ON PORTE sur l'évolution récente des lettres belges, il est incontestable que les années 1980 ont été de celles où la perception de l'activité littéraire des francophones de Belgique s'est le plus considérablement modifiée. La création de la Promotion des lettres, le développement de collections de poche, la réévaluation du patrimoine, diverses expositions et divers numéros de revues ont scandé cette évolution. Au cœur du processus, témoin et acteur-clé des mutations, un homme : Marc Quaghebeur, que les aléas de sa carrière universitaire ont placé au point de convergence des choix politiques et administratifs. Nous avons commencé par lui demander de suivre le chemin qui l'a conduit à s'investir dans le champ de nos lettres.

MARC QUAGHEBEUR : Après mes humanités à Tournai, j'ai fait un an de philosophie au Séminaire de Bonne-Espérance, puis mes études de philologie romane à Louvain entre 1965 et 1970. Le contexte était celui du «Walen buiten» qui coïncida, paradoxalement, avec celui des années soixante-huit. J'ai fait un mémoire sur *Maunac poète*, puis une thèse de doctorat, grâce aux mandats que m'avait octroyés le Fonds National de la Recherche Scientifique, sur *L'Œuvre nommée Arthur Rimbaud*. Ma formation était marquée par la sociologie de la littérature — Marcuse, Goldmann, Lukács, Adorno, Sartre — et par le développement des sciences humaines autour du structuralisme et de la psychanalyse. Celle-ci, je l'ai rencontrée à travers l'enseignement de Jacques Schotte, et de ce qu'en disait le philosophe Alphonse De Waelhens. J'étais intéressé par l'articulation du littéraire avec l'histoire, celle des hommes et du sujet. J'ai donc voulu voir, dans ma thèse, la manière dont une œuvre telle que celle de Rimbaud pouvait avoir répercuté un moment historique de rupture aussi essentiel que celui de la Commune et en même temps, à travers les *Illuminations*, être un des parangons incontournables de la modernité.

J'avais en projet une thèse d'agrégation de l'enseignement supérieur, qui aurait été consacrée à la littérature française, du Front populaire aux années cinquante-huit. Soit donc au passage de la fin de la domination de la NRF à l'émergence du Nouveau Roman. Je n'en eus pas l'occasion, mon université ayant nommé comme son représentant au FNRS l'homme qui avait essayé de m'empêcher d'achever ma thèse.

Mon parcours universitaire se trouve donc marqué par les questions de l'histoire, mais est alors aux antipodes de la préoccupation relative à la littérature nationale. Et cela, bien

¹ Rencontre avec Paul Aron, septembre 1996. Le texte de cet entretien, rédigé par nous, *Textyles*, a été réorganisé pour permettre sa lecture cursive et pour compléter l'entretien paru dans *Liber*, 21-22, mars 1995. Marc Quaghebeur, qui en a revu le texte, en assume bien entendu les idées essentielles, mais pas nécessairement le détail des termes. Nous ouvrons ainsi d'ores et déjà la réflexion qu'une prochaine livraison de *Textyles* portera précisément sur l'histoire institutionnelle de notre littérature.

que Joseph Hanse ait maintenu à Louvain une nette tradition d'intérêt pour le sujet. Je n'avais pas suivi ce cours à option consacré à nos auteurs. Nous n'avions droit qu'à trois options. J'avais choisi l'esthétique, la stylistique et la linguistique. La question des lettres belges n'était pas de celles qui animaient alors nos débats. J'ai par contre vécu de l'intérieur ce que pouvait signifier le rejet du corpus littéraire belge, non seulement dans le secondaire — où j'appris en revanche, de manière assez remarquable, la littérature de langue néerlandaise —, mais dans le mouvement intellectuel de l'époque. Je pourrais parler longuement de ce qu'était la valorisation quasi «absolue» de tout ce qui était français, dans le contexte des *golden sixties*.

Venant de Tournai, je connaissais en outre assez bien le fonctionnement de la littérature belge que révéraient des groupes littéraires comme Unimuse, — je lui dois la publication de mes premiers poèmes, en 1968, et la découverte d'Yves Bonnefoy. Très tôt par ailleurs, j'avais vu *L'Intruse* à la Halle aux Draps. Et j'avais bien perçu le caractère dépréciatif des «pages belges» du Lagarde et Michard. Mais je n'étais pas impliqué alors dans le combat qui allait marquer ma vie d'adulte.

Après la défense de ma thèse, j'ai fait partie des «charrettes» par lesquelles l'UCL s'est débarrassée des assistants et des chercheurs «contestataires», essentiellement des facultés de sciences humaines. Je ne pouvais plus rien espérer : ni à Louvain, ni ailleurs en Belgique, — le système des familles étant ce qu'il est. J'ai dès lors dû abandonner le circuit. J'ai exercé, un temps, comme assistant dans une école supérieure liégeoise. J'avais par ailleurs postulé, en désespoir de cause — suite à une indication d'Hedwige Peemans-Poullet, elle aussi mise sur la touche — une des «fonctions spécialisées» que le ministère de la Culture française lançait sur le marché. On demandait un attaché littéraire et théâtral. Je n'avais jamais rêvé de devenir un «administratif». «Troisième homme» à côté des candidats pressentis, j'ai obtenu la fonction.

Me voici donc déboulant sur un terrain où j'étais à la fois inattendu et peu préparé aux jeux institutionnels ou aux coteries de notre littérature. Cette extériorité était redoublée par les exigences intellectuelles et les ambitions «soixante-huitardes». J'avais, qui plus est, découvert auparavant — lors d'un passage à Paris — le numéro des *Nouvelles littéraires* de novembre 76 intitulé «L'Autre Belgique». Cela m'avait profondément troublé. Quelque chose était donc possible ?

Je me mis à lire avec d'autant plus d'acharnement la littérature belge et à fréquenter systématiquement le théâtre, dont je connaissais quelques balises essentielles. Je me rends très vite compte que le discrédit qui entourait cette littérature n'était pas fondé. Il n'y avait pas, ou presque pas, d'instruments d'analyse ; bref une littérature presque introuvable en librairie, et gérée en vase clos, de manière paléo-provinciale.

Je me concentre d'abord sur le théâtre : c'est un art qui exige plus de moyens, qui possède un rapport plus immédiat au public, dont la nature sociale concentre plus d'enjeux que la littérature, et dont la pression se situe en outre beaucoup plus dans l'urgence. Enfin, la bagarre institutionnelle s'y est déclenchée plus tôt : dès la fin des années soixante. Un Marc Liebens au Parvis et à l'E.T.M., un René Kalisky dans les débats publics ont joué un rôle d'éveilleurs, sans équivalent dans le domaine des lettres. Dans le contexte, qui est celui de la communautarisation — s'y développent à la fois une volonté de mainmise accrue du politique sur le culturel et une assez extraordinaire liberté du culturel —, sur-

gissent de nombreuses polémiques, qu'émaillent des manœuvres, parfois franchement malhonnêtes, à l'intérieur du microcosme politico-administratif.

Mes premières initiatives, en 1978, se placent déjà sur le terrain de la réévaluation des valeurs, indépendamment des positions acquises par les uns et les autres, et de la volonté d'un débat de société. C'est le sens de l'article sur le Jeune Théâtre, que m'a commandé Nicole Cabès et que publient les *Cahiers du CACEF*. Nous signons par ailleurs, à six, un article-interview dans *La Libre Belgique* («Six personnages en quête de Belgitude»), dont l'idée est venue à Jean Sigrid au cours d'une conversation à Missembourg, chez Paul et Elza Willems, en septembre. L'Institut Jules Destrée refuse par contre un article qu'il m'a commandé... Je collabore en outre au *Courier du Centre International d'Études Poétiques*, où j'ai suscité un numéro spécial autour de Claire Lejeune. Celle-ci joue un rôle non négligeable dans l'articulation du littéraire au politique. À l'occasion d'ateliers d'études du P.S., entamés à un moment où les socialistes étaient encore dans l'opposition, elle m'avait demandé d'écrire un texte très engagé — mais assez «blanchotien» de langue — sur les perspectives d'une politique littéraire digne de ce nom. Il fut cosigné par tout le groupe. Au Théâtre Poème, enfin, une soirée mémorable — dont un enregistrement subsiste — cristallisa la prise de conscience de cette génération. Je fus aussi invité aux Midis de la poésie, où j'esquissai mon analyse du théâtre de Verhaeren. C'était assez neuf par rapport à ce qui se disait alors.

En 1980, les manifestations culturelles d'Europalia sont consacrées à la Belgique. C'est à ce moment précis que se révèlent au grand public les initiatives les plus marquantes dont Marc Quaghebeur et ses amis — dont plusieurs ont connu une trajectoire comparable à la sienne, qui les a écartés, fût-ce momentanément, de l'UCL — ont été les animateurs. L'exposition *Surréalisme en Hainaut*, qui se tient en 1980 dans le Hall du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, grâce à l'appui de Madou Moulart, qui gère l'Association artistique du Palais, et à Paul Willems, qui en est le directeur, représente déjà ce que seront les axes des initiatives à venir : faire découvrir les faces cachées d'une activité littéraire dont il faut, simultanément, soutenir la dynamique du moment et apprendre à réviser les valeurs reconues. Comment arrive-t-on à ces manifestations publiques ?

Ici encore, c'est probablement le champ théâtral qui permet d'esquisser une réponse. Le Jeune Théâtre a été fortement soutenu par un homme qui appartenait quelque peu à l'establishment culturel, Jean Sigrid, journaliste à la *Libre* et membre de la Commission du Jeune Théâtre. Des solidarités sont nées de ce combat commun. S'y joint très vite un autre écrivain de théâtre qui est son ami, et qui est un des cinq grands gestionnaires de la culture à l'époque (les frères Maurice et Jacques Huisman ; Herman Liebaers ; Robert Wangermée et Paul Willems). Seul parmi eux, Willems est un créateur. Le théâtre de Willems s'inscrit dans la perspective que l'on qualifie un peu rapidement de «réalisme magique». Ce faisant, on pointe son écart par rapport à l'esthétique néoclassique dominante. Reconnu par ses pairs, titulaire de plusieurs prix triennaux, ce francophone des Flandres se sent, malgré tout, assez isolé dans un milieu littéraire qui ne partage pas vraiment ses préoccupations, et qui est fort éloigné de son goût des horizons. Il ne partage pas pour autant

toutes les options de la génération dont je fais partie. Mais il la soutient, en comprend les enjeux, et cherche, comme le fera Joseph Hanse (qui accepte de signer la préface aux *Lettres françaises de Belgique. Mutations* que Paul Emond et moi concevons), à faire entendre le côté positif des contradictions du moment. Il encourage, à sa façon, la mise en place du nouveau dispositif. Il lui offre le défi d'une première structuration.

Je viens de citer Joseph Hanse. Son soutien constant a permis d'asseoir le projet patrimonial et de créer des organismes pour ce faire : il est le président du Musée de la Littérature, il est un des membres importants de l'Académie ; il préside le Conseil international de la langue française... Avec lui se noue une relation de profonde confiance, qui le conduit à prendre parti, non pour tout ce que nous disons, mais pour notre droit à l'existence. Hanse accepte également de soutenir la collection *Archives du futur* et l'asbl *Promotion des lettres*.

Plusieurs figures de la gauche intellectuelle émergent en outre à ce moment. Je connaissais Verhegghen par *TXT* dès Louvain, où Clemens avait fait date dans les séminaires. En 1977 sort le *Degré zéro de l'écriture*, œuvre aussi surprenante pour notre petit Landemeau que le fut, pour le théâtre, le *Hamlet-Machine* de Müller, monté chez Dezoeteux par Marc Liebens. Cette création, en 1978, fit une impression considérable sur ceux qui la virent après *Conversation en Wallonie*, en 1977, tirée de Louvet. Il y a aussi, fulgurante et libérante, la parole de Kalisky ; et son théâtre que Lheureux a monté, à l'heure où Baal jetait ses derniers feux. Le bouillonnement intellectuel, c'est aussi Françoise Collin et le Grif ; *Luna-Park* de Marc Dachy. C'est le numéro de la *Revue de l'U.L.B.*, conçu par Sojcher, sur la nouvelle poésie de langue française.

Avec Claude Javeau ou Pierre Mertens, — et bien d'autres dont, bien sûr, Jacques Sojcher —, j'ai partagé pleinement le besoin d'inscrire notre action au cœur de la réalité belge, même si, revu avec vingt ans de distance, notre combat de ce temps m'apparaît encore marqué par des signes dont je ne partage plus aujourd'hui la formulation. Non qu'elle soit entièrement fautive. Mais la façon de dire continuait d'impliquer une aliénation, qui procède de l'intériorisation contre soi de modèles impériaux. Le « creux » en est un exemple. Il amena sans doute à trop cliver les deux démarches, littéraire et institutionnelle, en les liant de façon mythique. Sur le territoire du politique, cela ne pouvait nous donner gagnants. Viendront ensuite les rencontres avec les intellectuels wallons, à commencer par Jacques Dubois et les frères Dardenne. Cela débouchera notamment sur *Carré Magazine*. La rencontre de Louvet, c'est avant, et cela se joue très vite, directement et après la première de *Conversation en Wallonie*. Il y a aussi les acteurs du terrain en Wallonie, comme Marie-Claire Clausse, à qui j'ai fait proposer la présidence de la Commission du Jeune Théâtre...

Si je reviens à ce qui précède, je dois remonter au début de l'année 1979, où je débarque dans le bureau de Paul Willems, pour le presser d'agir. J'insiste notamment sur le fait qu'au point où il est parvenu, son engagement sera non seulement emblématique, mais essentiel.

J'avais fait une démarche comparable, l'année précédente, chez Jacques Huisman, lequel m'avait aimablement éconduit en affirmant qu'il préférerait bâtir des maisons le long de la route, sans trop se soucier de la direction que prenait la route. Willems, par contre, saisit l'occasion d'Europalia Belgique pour réaliser un « coup » en littérature. Le domaine est peu onéreux. Il a donc les coudées franches. Je crois qu'un comité existait déjà. J'ai été

convié à exposer mes vues devant ses membres, au nombre desquels il y avait Claude Vignon, Roland Mortier, Christian Berg et d'autres. Ceux-ci sont évidemment intervenus dans l'équilibre du choix des quatre-vingt-deux noms retenus pour le premier *Alphabet*. Willems, qui me fait confier le soin de rédiger la préface au catalogue francophone, me dit, au reçu du texte, qu'il y a là matière à un écrit beaucoup plus nourri. Ma préface deviendra, deux ans plus tard, les *Balises*. Dans la foulée de ces préparatifs, on avait présenté, début 80, *Surréalisme en Hainaut*, où s'articulait un contexte politique fort (les grèves de 32) avec des pratiques littéraires peu connues et, de surcroît, provinciales. Cette expo précède le *Musée sentimental des lettres belges*, présenté dans le Hall du P.B.A. au moment d'Europalia. Il s'agit d'une exposition grand public que le Palais des Beaux-Arts voulait limiter à la mise en évidence de dix figures. Au nombre de celles-ci apparut le nom de Paul Nougé — ce qui ne manqua pas de susciter des polémiques. C'était, en effet, assez incroyable à l'époque...

Ces initiatives sont peu liées à des choix politiques, ce qui n'en fait pas pour autant des abstractions idéales. À travers Europalia, nous avons pu nous maintenir, pour l'invention de ce processus, en dehors des pressions. Chez les responsables socialistes ou catholiques, l'idée d'une réédition massive de textes dans la collection *Passé/Présent* — Jacques Antoine fut le seul éditeur qui accepta le risque, au contraire de Duculot ou Casterman contactés dès 1977 — bénéficia d'une écoute très favorable. L'asbl *Promotion des lettres* fut créée dans la foulée d'Europalia-Belgique. La réalisation de *La Belgique malgré tout*, elle-même, fut aidée, quoiqu'elle ait suscité des réactions officieuses, parfois vives, de la classe politique. Il faut donc porter au crédit de tous ceux qui ont eu, alors, leur mot à dire, que les pressions en matière de contenu furent inexistantes. Le grand débat, par contre, n'eut toutefois pas lieu... L'échec de la soirée de présentation-débat de la *Belgique malgré tout* au Palais des Beaux-Arts, où les queues de comète des avant-gardes ont été particulièrement à côté de la plaque, en fut l'acmé. Je continue de penser que le passage de l'idée d'un volume d'analyses à celle d'un recueil de témoignages sur nos ancrages imaginaires en Belgique, s'il a contribué à l'aura mythique du volume, a par contre atténué son impact en termes de débat de société. Il n'est d'ailleurs pas avéré que les écrivains en auraient été capables en tant que tels.

Ce coup d'envoi est relayé par un dispositif institutionnel que semble porter une véritable politique littéraire. Peut-on décrire les grands axes du projet, en insistant sur ce qui fut porté à son terme, et sur ce qui reste inachevé, insuffisamment construit, dans le contexte d'un processus de décision dont chacun connaît, en Belgique, la complexité, la lenteur, voire, — l'instabilité ministérielle aidant — l'extrême fragilité ?

Il faut tout d'abord confirmer et nuancer le verdict. Paradoxalement, ou très logiquement, il y a une forme de continuité labile durant les dernières années de l'État unitaire, malgré la valse des ministres et leur dédoublement (compétence de l'un sur le culturel en Wallonie et sur le Communautaire ; de l'autre sur le culturel situé à Bruxelles). Puis il y eut les quatre premières années de l'autonomie de la Communauté et la politique de Philippe

Moureaux. Elle se donnait des limites, mais celles-ci étaient claires. Cette politique n'a pas été menée à terme. Si l'on cherche à résumer ce qui a pu être fait, je dirai que le projet tenta de relier la conservation d'un patrimoine aux soutiens requis par sa connaissance par un large public et au développement d'une littérature vivante. On peut à cet égard rationaliser les efforts entrepris en distinguant plusieurs plans :

— La mémoire de notre production littéraire, qui était, il faut le rappeler, aussi tronquée que soumise à des «évidences» invérifiables. Elle réclamait d'abord que l'on mît les textes à disposition du public. Ce fut le rôle des collections patrimoniales (*Passé/Présent* — commencée avant moi, mais véritablement développée à partir de 78/80 — ; *Espace Nord* ; et quelques opérations de réédition moins structurales en termes éditoriaux (Chavée – Nougé – Thiry – Plisnier...). Il fallait également soumettre le corpus aux rigueurs d'une investigation scientifique. Ce seront : la collection *Archives du futur* ; l'aide à des colloques universitaires ; ainsi que les postfaces ou chronologies des collections précitées, sans oublier le développement de la dynamique enseignement/recherche qui s'y appliquait. Des liens avec le pédagogique furent en outre établis à travers les montages dias ou les premières vidéos ainsi qu'avec les premières expositions. Enfin, le Musée de la Littérature : il existait effectivement depuis 1958, mais était devenu les Archives et Musée de la littérature : ses missions avaient été revues et augmentées sous le patronage de Joseph Hanse ; il reçut les moyens de conserver ce corpus et d'en vivifier la mémoire. On notera que cette partie patrimoniale du projet se voulut également démocratique, tant par la modicité des prix de vente de «l'édition de poche», que par le souci de divulgation des sources et des documents disponibles.

— L'animation de notre vie littéraire fut, elle, principalement confiée à l'asbl *Promotion des lettres*. D'autres lieux (Théâtre-Poème, Maisons de la Culture...) poursuivaient en outre leur action en la matière ou s'y ouvraient. L'idée, à moyen terme, était celle d'un réseau. L'invention de cette structure d'asbl découla de la conscience que permirent de prendre les activités et la librairie conçues au moment d'Europalia Belgique, ainsi que des potentialités du hall du PBA (auquel Philippe Moureaux ajoutera le Botanique). Le public bénéficiait d'un lieu repérable dans la ville, d'une tradition de débats et d'une librairie/bouquinerie mettant en vente des ouvrages alors introuvables par ailleurs. De l'expérience de l'année 80 vint donc l'idée de la création d'une structure juridiquement autonome, — avis que partageaient les décideurs politiques — qui pourrait mener des missions que l'administration ne peut pas, — et, surtout, ne doit pas — mener. Ces missions exigent en effet une souplesse de fonctionnement qui permette de réagir rapidement aux situations nouvelles et de changer de terrain d'investissement dès lors que la bouture a pris. Ainsi, par exemple, de s'investir dans un champ nouveau le jour où les libraires belges jouent pleinement leur rôle de diffuseurs de la production littéraire locale. Dans l'esprit d'origine, il s'agissait donc de créer une dynamique comparable à celle que les novateurs historiques ont utilisée pour leurs projets. Logique d'avant-garde ou d'éclaireur. Cela n'a pu résister à l'institutionnalisation et à l'extension, — faits récurrents. Quelles qu'aient été les erreurs, on peut dire qu'il y a eu des moments où l'esprit soufflait. Le choix du lieu — le PBA brassant les deux communautés linguistiques — présentait en outre des avantages interculturels, tout en réaffirmant avec force la présence francophone sur un site culturel symbolique et central.

— Le troisième volet est celui de la littérature vivante. Il s'est décliné dans l'augmentation du nombre et du montant des bourses de travail destinées aux écrivains ; dans la revalorisation des prix littéraires ; dans une aide à l'édition et aux revues, avec un centrage des moyens et une diversité relative des cibles ; dans l'aide à la création qui s'est alors esquissée, bref dans ces *Axes pour une politique littéraire* dont j'ai établi, avec quelques grandes figures du champ des lettres, les lignes précises dans le rapport que j'ai présenté en 1982 aux autorités politiques.

— Un quatrième volet, pédagogique, est resté inachevé dans les structures que j'ai animées, et dont nous aurons à reparler à l'heure de faire des bilans. Sa mise en place est esquissée en 85. Elle n'a pu être entièrement continuée.

— Un autre plan concerne la politique du livre, et sa spécification par rapport à l'aide aux lettres belges stricto sensu. La création du fonds d'aide à l'édition entendait répondre à cet objectif. Vu l'exiguïté de nos moyens, j'étais d'avis de la centrer sur des domaines précis, et pour des durées limitées, afin de ne pas disséminer la manne ; de faire décoller des collections ; ou de permettre de grandes entreprises. Là, je n'ai pas été entendu.

— Une autre spécification, enfin, a été celle de la création d'un soutien spécifique pour la langue française.

Les divers plans que je viens de rappeler, nous ne les avons pas pensés *in abstracto*. Ils résultent de la dynamique collective décrite au début de notre entretien, des compromis qui ont dû être passés, et de l'expérience du terrain. Si les années 1978-81 ont été celles du bouillonnement créateur, les années qui ont suivi, 1982-85, ont été celles de la construction du projet.

Ici, inévitablement, le politique a eu son mot à dire, puisque l'entreprise supposait un financement un peu plus lourd et, surtout, répété, fort différent des aides ponctuelles à telle ou telle expo, à telle ou telle réédition. En 1982, c'est Philippe Moureaux qui gère le secteur culturel de la Communauté. L'engendrement «sauvage» avait prouvé une capacité de répondre à ce qui était un besoin, inconscient ou informulé, des gens — l'affluence, à l'époque, aux conférences et aux débats le prouve. En même temps, on ne pouvait pas en rester là. Il fallait inscrire en des structures plus durables les avancées déjà obtenues.

Moureaux pensait pouvoir disposer de huit ans pour réaliser l'ensemble de sa politique des lettres et du livre. Par tempérament autant que par vocation, il s'est d'abord attaché à promouvoir le patrimonial. Le Musée prend définitivement figure de lieu d'archivage, d'étude et de publication. Il abandonne, à ce moment, une série de tâches qu'il avait assumées précédemment ; elles sont confiées à la *Promotion des lettres*. Après quelques temps, je fus d'avis de doter les deux instances d'une direction structurelle commune, qui ne fût pas seulement liée à la personnalité exceptionnelle de Joseph Hanse. Tel ne fut pas son avis et je me suis incliné. Je continue de croire qu'il a eu tort institutionnellement, vu ce qu'est le système belge ; intellectuellement, c'était par contre fort raisonnable. Cela fait sans doute que je n'ai pas suffisamment insisté.

En 1982, le catalogue littéraire 80 d'Europalia devient un véritable livre — à la fois bilan de mes recherches, tentative d'interprétation, et objet polémique, que Hanse défend, ainsi que d'autres scientifiques d'ailleurs, dont Jacques Dubois. Et, dans la foulée, c'est la création de la collection *Espace Nord*, qui complète l'action de *Passé/Présent*, série plus onéreuse ; le développement de *Archives du futur* ainsi que la création de *Un livre une œuvre*.

Les vidéos remplacent en outre, définitivement, les anciens montages de diapositives. Elles font l'objet de commentaires dans la collection *Un livre une œuvre*. Toutes ces actions, qui relayaient des expositions, des conférences, des débats avec les écrivains..., reçurent l'appui de toutes les instances concernées. Cela fut discuté, pensé et approuvé par un ministre qui avait un projet culturel et intellectuel pour la Communauté ; qui fondait sa politique sur la conviction de la nécessité d'une prise de conscience de la spécificité francophone de la Belgique. Une conscience qui ne se limitât pas à l'hypostase de la langue mais à son interaction avec notre histoire — nos histoires même. Une politique qui permit donc de faire entendre des voix multiples et de les référer à une histoire qui ne serait plus déniée.

Inévitablement, les polémiques ont accompagné tout le chemin que nous venons de parcourir. Elles se sont déroulées de manière prévisible, parfois feutrées, parfois publiques, tantôt sous la forme — normale — d'un débat intellectuel, tantôt de manière plus dissimulée, et portées par l'interaction, si commune dans le pays, entre les réseaux littéraires et politiques.

Il y a eu plusieurs types de résistances. Le fait qu'il y a eu un discours articulé, et articulant des strates diverses, autre que celui du «littéraire pur» auquel notre milieu feint trop souvent de croire, ce fut vraiment du neuf, et cela parut plus intolérable que le reste. Notre génération se trouva en outre, dans le moment fécond de son parcours, en coïncidence — plus qu'en symbiose — avec ceux et celles qui faisaient du Jeune Théâtre. Parmi ceux-ci, il y avait des lettrés et des intellectuels, qu'il s'agisse de Ronse, de Liebens, de Piemme, de Fabien, de Baal ou de Populaire... En tentant d'articuler l'histoire du pays à ce qui se faisait en littérature, je faisais plus que modifier, inévitablement, les hiérarchies littéraires existantes : je touchais à un extraordinaire tabou.

Il y a eu peu d'attaques frontales ou de débat intellectuel. Lorsqu'il eut lieu, ce fut d'ailleurs avec des gens qui devinrent par la suite des amis ou des relations. Ce fut aussi avec des gens qui soutenaient critiquement le processus, comme Hanse, auquel je soumettais tous mes articles pour avis. Les attaques furent donc d'un autre ordre. On mit ainsi en cause mon statut, avec les lettres de délation de service («comment un fonctionnaire ose-t-il donner son avis ?»). On projeta sur une aventure, assez libertaire en somme, les concepts de «clique» qui s'appliquaient bien plus à ceux qui nous combattaient. On n'hésita pas devant la délation calomnieuse.

Se comporter ici comme un intellectuel se paie cher. Mais ne pas le faire, tout autant pour le sujet, fût-ce autrement ! Alors ? Il fallait essayer. On oublie aujourd'hui l'étouffoir de nos années de jeunesse, l'enclos total de ce champ littéraire. Un exemple : les mêmes personnes siégeaient à la Commission des Lettres et au Fonds national de la littérature, lequel dépend de fait de l'Académie — ce à quoi Philippe Monfils, alors attaché de Cabinet du ministre Parisis, avait mis fin au début des années 70. Un livre était donc automatiquement acheté dès lors qu'il était soutenu. Il pouvait s'épuiser par les seuls achats de l'État ! Cette anecdote est significative d'un système clos : celui que j'ai trouvé avant en arrivant aux affaires. Cela n'implique évidemment pas que toutes les œuvres qui procédaient de ce système étaient nulles. Loin de là ! Mais cette situation objective appelait une diversification et des créations de structures dynamiques, en principe destinées à être un jour autonomes de l'État. Le processus de régionalisation-communautarisation du pays a, à la fois, suscité et freiné ce genre d'initiative. Il empêcha en effet toute dynamique de

type économique (et donc industrielle) du fait de la répartition des compétences. C'est dommage. Et les années de grâce des débuts de la Communauté n'ont pas duré. L'adjonction des compétences de l'éducation nationale a bien sûr profondément modifié, et la donne sociale, et la donne budgétaire. Peu à peu, la bureaucratisation a repris le dessus. Et donc, les grands jeux de coulisse.

Reste que quelque chose s'est passé, au cours d'une dynamique dans laquelle aucun contrôle esthétique sur la production littéraire ou culturelle n'a eu lieu, mais où il y eut un discours «marqué», une volonté d'analyse. Il faudra faire un jour l'histoire des réactions de ceux et celles que la description des rouages existants rendit tout simplement hystériques. Elles sont bien plus fréquentes qu'on ne le croit. Nos imaginaires en procèdent : ce n'est donc pas à travers eux seuls que peuvent se modifier des structures pérennes. Ce fut un moment de libération, de décroisement, d'émergences et de prises de conscience. Avec des propos souvent empanachés. Si on la compare aux pâles sensibilités du post-modernisme actuel, notre génération était sans doute trop politisée ; peut-être trop «colorée» pour les traditions de ce pays.

De fait, le Ministre Moureaux doit abandonner son poste en 1985. Comme il est de tradition dans le pays, ses successeurs sont loin d'assurer la continuité des choix politiques. Que devient donc l'ambition initiale et, plus généralement, quel bilan peut-on tirer de cette phase historique qui, il faut le rappeler, s'achève avec l'intégration du Service de la Promotion des Lettres à l'intérieur du Ministère et un vaste remaniement des postes de responsabilités qui voit, notamment, Marc Quaghebeur devenir Commissaire au Livre ?

Pour moi, ce qui est clair en 1984-85, c'est que, puisque notre politique commence à porter ses fruits dans le public, il faut passer à la prise en charge du scolaire. Nous avions commencé à faire, dès le début des années 80, des journées de recyclage et de sensibilisation. Mais l'articulation entre expositions, publications, vidéos, animations et enseignement ne sera qu'esquissée. Avec le changement de majorité, les orientations ne sont plus les mêmes. Il en va de même dans le domaine de la langue où le linguistique, au sens traditionnel, prime désormais la politique de la langue à laquelle songeait la précédente législature. Et, lorsque les socialistes reviennent au pouvoir, les hommes qui auront en charge la littérature auront très vite d'autres priorités que celles qui avaient surgi des discussions avec un Moureaux ou un Lallemand — dédicataire des *Balises*. En ce sens, le processus a été interrompu en pleine croissance. Mais n'a pas été modifié et stoppé par rapport à ce qui a été acquis.

Les chantiers interrompus ?

La question, récurrente et difficile, de la diffusion de nos livres et de leur promotion en France et à l'étranger resta à l'état d'ébauche pendant de longues années. Même chose pour ce qui est de la politique de la traduction où quelque chose d'un peu systématique avait commencé à voir le jour avec la partie flamande du pays. Mais je n'avais pas obtenu que s'organise, en Wallonie et à Bruxelles, une politique de grandes traductions qui, au début des années quatre-vingt, aurait été d'avant-garde eu égard aux timidités françaises

des décennies précédentes. Perdu ce combat, celui de devenir un pôle des littératures francophones ne suscita pas plus d'entrain. C'est que ces politiques, essentielles si l'on veut que le champ éditorial des francophonies ne soit pas monocentré, — et que nous existions en Europe, comme communauté spécifique, et non pas comme un sous-produit de la Culture française — suppose une volonté politique, et une aide sérieuse et constante des pouvoirs publics afin de permettre, un temps durant, aux maisons concernées, de ne pas faire que du Belge ou du rentable dans les champs éditoriaux non monopolisés par le système parisien. Cela demande du courage et de l'audace. Sans cela, les écrivains resteront dans les rets de ce système qui nous empêche non seulement d'être nous-mêmes mais de savoir qui nous sommes. Louvet a dit là-dessus des phrases décisives.

Je souhaitais que ce champ dépendît aussi, peu à peu, d'une logique économique — et donc d'une prise en charge à risques assumés — mais d'une logique qui pût ne pas nous être défavorable. La place de la littérature dans le champ français est claire. Elle est consubstantielle à son histoire... Il faut donc créer, en Belgique, un vrai pôle éditorial francophone. Pour cela, il faut que des collections littéraires ou culturelles puissent être soutenues, un temps du moins, par le secteur public, tout en correspondant à des choix et à des risques assumés par le privé. Ce fut une des raisons de la création du Fonds d'aide à l'édition — l'autre raison étant que les crédits littéraires n'avaient pas pallier à d'autres lacunes du champ éditorial. Il fallait donc séparer les sommes allouées à la constitution du corpus littéraire belge de l'aide à l'édition. Mais on n'a pas pu concentrer les moyens disponibles en déterminant des domaines prioritaires, (par exemple, mettre le paquet, pendant cinq ans, sur l'édition d'art ou la traduction) ; ni obtenir des instances de contrôle financier un système de remboursement à plus long terme. Je crois que, là, on a raté l'objectif d'une politique du livre à la fois audacieuse et transparente, qui aurait su définir ses priorités et se donner les moyens de la réaliser.

La circulation de nos produits en France n'a pas non plus été résolue, je l'ai dit. Elle suppose des structures de production compétitives. Le relais par le culturel n'est qu'une partie du processus. Même chose pour le travail, par ailleurs souvent remarquable, des petits éditeurs que l'on a commencé à aider. Cette circulation suppose des forces éditoriales et la constitution d'une image. Elle ne passe pas par l'illusion que la meilleure manière de faire est de jouer avec les Français. Les coproductions ont été révélatrices à cet égard.

Nous avons réalisé, sous la législature Monfils, un rapport qui avait mis d'accord tous les représentants des métiers du livre. Il servit de base au discours de Philippe Moureaux à la foire du livre 1988. Mais il s'enlisa, peu après son départ de celle-ci, alors qu'il pouvait être appliqué tout de suite. On préféra créer de nouvelles et lourdes instances, qui recommencèrent tout à zéro. Une fois de plus, on rata le coche.

Ce qui touche à la littérature vivante est aussi resté en gestation. Un exemple du côté du débat d'idées. Nous avions prévu d'éditer une collection consacrée aux essais, que les éditions de l'U.L.B. auraient dû publier sous le titre *le livre pensé*. Elle aurait été gérée par un comité pluraliste, hors contrôle de l'université, mais avec un nombre très significatif de représentants de cette université. Mme Unger et J. Sojcher croyaient à ce projet. Il s'est heurté au système des familles. La collection n'a jamais vu le jour. Je pourrais citer d'autres exemples. Même impasse du côté de la création d'une vraie revue littéraire et intellectuelle. Les projets n'ont pourtant pas manqué. Peut-être, la crise sociale n'était-elle pas

assez aiguë pour susciter une dynamique collective. Le narcissisme des écrivains a également joué. Et l'éternelle question de la fascination du pôle parisien. Or, notre histoire, elle est à faire ici.

Enfin, dès 1984-85, je défendis un vaste projet *Fins de siècles*, qui aurait pu reprendre ce qu'avait été le dynamisme d'Europalia et jouer de notre position européenne. L'idée était de faire à la fois le bilan de la fin de siècle écoulé et de poser les prémisses d'une réflexion internationale sur le présent et sur la fin du siècle à venir. De donner à Bruxelles et à la Communauté française un vrai rôle culturel de capitale européenne. D'affirmer l'existence d'un pôle culturel spécifique en dialogue avec les cultures qui l'entourent. Était-ce trop tôt ? Ai-je eu le tort, l'équipe Moureaux étant partie, de continuer à plaider ce dossier, tout en plaçant tout autant l'évolution des structures mises en place ? Le fait est que d'aucuns se sont engouffrés dans la brèche ; que ce qui a vu le jour n'a que très partiellement correspondu à mes attentes. La construction du pont n'a pas été achevée...

Une prise de conscience a par contre eu lieu. Elle a permis de sortir partiellement de la dénégation et de l'autodénigrement. Des instruments ont été créés. La présence de nos auteurs dans le secondaire est meilleure qu'il y a vingt ans ; elle n'est pas pour autant structurelle. Leur présence dans les facs de lettres à l'étranger est peut-être encore plus évidente. Il y a eu un réveil de la vie littéraire. Une variété indéniable d'esthétiques cohabitent. Le champ du débat reste, lui, marginal ; et les pesanteurs de la vie littéraire francophone belge sont loin d'avoir disparu.

Ici se situe, à mes yeux, un des grands échecs de notre génération. Nous n'avons pas su casser un système qui fit de notre littérature une littérature d'initiés, contenue à l'intérieur de circuits de reconnaissance ignorés en définitive du grand public autant que du public régional ; nous n'avons pas su — ou pu — trouver les moyens d'un décollage éditorial global autochtone, avec de vrais partenariats ailleurs ; nous avons très vite abandonné le champ du débat et de la recherche, un minimum de mutations ayant eu lieu, pour des stratégies individuelles, relayées par l'air du temps, bien sûr. Qui plus est, notre culture de sérail est maintenue dans cet état par sa sujétion de fait à une institution littéraire extérieure, sur laquelle nous ne pouvons peser, parce qu'elle nous domine et qu'elle appartient — mais ce serait un autre sujet de débat — à une histoire foncièrement différente de la nôtre. L'institution parisienne suit ses intérêts propres, c'est bien logique. N'en déplaise à d'aucuns, nous ne sommes pas des écrivains français.

La nécessité d'une ère institutionnelle était donc logique. Elle supposait une continuité à long terme, plus volontariste sans doute que la continuité qui s'est manifestée, nonobstant les fluctuations de la représentation ministérielle ; et une série d'audaces, qui n'ont pas eu lieu. Je dois rappeler, en ce qui concerne Philippe Moureaux, la cohérence de son propos et de son projet. Durant son bref retour aux affaires communautaires, il marqua bien sa volonté de suivre les travaux accomplis, notamment dans le discours d'inauguration de la foire du livre 89.

Il ne faut pas négliger, enfin, l'impact des choix institutionnels des services ministériels chargés de régir la littérature. Lorsque disparaît la direction des Arts et Lettres, on crée un Ministère de la culture et des affaires sociales, puis une D.G. de la culture et de la communication. Le théâtre est séparé de la littérature. Or, une des grandes singularités de ce que j'ai fait était précisément d'avoir un pied des deux côtés. C'était non seulement extra-

ordinairement intéressant mais productif. Cette jonction des matières est évidemment peu conforme à notre système d'hyper-cloisonnements. L'invention, pourtant, en procède. Elle fut combattue par un certain nombre de hauts dignitaires, qu'ils appartiennent à la sphère du Théâtre action, du Théâtre National, des appareils politiques... Les effets négatifs de cette décision, nous pouvons les mesurer aujourd'hui, dans un pays où l'on instaurer rarement des systèmes de passerelle entre ce qu'on vient de séparer administrativement afin d'en améliorer la gestion. J'ai dû, à ce moment, choisir. Lorsque je devins attaché littéraire, se mit en place une nouvelle structure composée, outre la littérature, de l'aide à l'édition et des services de la langue française. Ces synergies et ces différenciations, j'ai pu commencer à les mettre en place mais pas à les imbriquer suffisamment. C'est un fait assez récurrent dans mon parcours. Je ne crois pas que cela provienne du hasard. Ce fut ainsi le cas des conventions Théâtre. J'avais préparé le texte des premières d'entre elles et conçu un schéma général d'encadrement pour l'ensemble...

La continuité de fond suppose quand même un peu plus de temps que celui de l'invention et de la première esquisse d'incarnation. Il y aurait là-dessus, matière à épiloguer.

Nous n'irons en effet pas plus loin aujourd'hui, réservant pour un autre entretien l'analyse de la situation à la fin des années quatre-vingt. Il n'est pas toujours possible, étant acteur, de théoriser une situation. Il reste cependant que Marc Quaghebeur livre ici un témoignage de première main sur l'organisation et les enjeux de notre vie littéraire à l'aube de la dernière décennie. Le grand public connaît en effet mal la « cuisine » où se mitonnent les plats qu'il consommera. Il en va pourtant d'une certaine transparence démocratique autant que de l'approche scientifique du fait littéraire que ces éléments d'information trouvent le lieu de leur expression publique.